

# TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. . . . .	I-XI

## CHAPITRE PREMIER

1848-1856

### I

#### LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER. — L'AFFAIRE DE QUIÉVRAIN. RÉCIT INÉDIT DE L'INGÉNIEUR GOBERT.

L'attitude du gouvernement libéral au lendemain de la Révolution de Février. . . . .	1
L'affaire de Quiévrain. Le récit inédit de l'ingénieur Gobert. . . . .	2
Détente qui suit les journées de Juin . . . . .	9

### II

#### NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC LA FRANCE. — CHUTE DU CABINET DE 1847. — LE CABINET DE BROUCKERE. — LA LOI FAIDER (RÉPRESSION DES OFFENSES ENVERS LES SOUVERAINS ÉTRANGERS).

Les proscrits français à Bruxelles. . . . .	10
Mécontentement du gouvernement français . . . . .	10
Les négociations commerciales. . . . .	11
Attaques de la presse bonapartiste contre le ministère libéral . . . . .	11
Les élections de juin 1852 réduisent la majorité. . . . .	12

	Pages
Démission du ministère . . . . .	12
Refus de la France de proroger la convention commerciale de 1845 . . . . .	12
Frère est d'avis de résister . . . . .	13
En désaccord avec ses collègues, il se retire définitivement . . .	13
Convention du 22 août avec la France . . . . .	13
Nouvelles exigences françaises. . . . .	13
Echec de Verhaegen à la présidence de la Chambre et retraite du cabinet . . . . .	14
Le ministère de Brouckere. . . . .	14
La loi Faider. Son caractère. Elle satisfait le gouvernement français . . . . .	15
Convention commerciale du 27 février 1854 . . . . .	18

## III

LA QUESTION D'ORIENT. — INQUIÉTUDES EN BELGIQUE.  
LA NEUTRALITÉ BELGE. — ÉTAT DE L'OPINION.

Crise en Orient . . . . .	20
Démarche insolite du ministre de France à Bruxelles. Son rappel . . . . .	20
La question de la défense nationale devient pressante. Dépôt des conclusions de la Commission militaire de 1851. Présentation par le cabinet de Brouckere et adoption d'un projet de réorga- nisation de l'armée. . . . .	21
La guerre éclate . . . . .	22
La neutralité de la Belgique . . . . .	23
Visite du prince Napoléon à Léopold I <sup>er</sup> . . . . .	23
Le Roi va saluer Napoléon III à Calais . . . . .	24
Conjectures qu'on en déduit abusivement et bruits de crise ministérielle. . . . .	24
Allocution pessimiste de M. Delfosse, président de la Chambre . .	26
Craintes d'une pression destinée à entraîner la Belgique dans l'alliance antirusse. . . . .	27
Interpellation Orts. Réponse catégorique de M. de Brouckere, approuvée par Lebeau et Devaux . . . . .	27
Débat sur la neutralité belge à la Chambre des Communes . . .	29
Démission du ministère de Brouckere et formation du cabinet de Decker . . . . .	31
La politique du cabinet de Brouckere. Fausses conjectures au sujet de la retraite de celui-ci . . . . .	32

## IV

LES PROSCRITS FRANÇAIS EN BELGIQUE. — L'AFFAIRE JACQUIN.  
LA LOI NOTHOMB SUR L'EXTRADITION.

	Pages
Difficultés causées par la présence en Belgique des proscrits français, notamment Victor Hugo et Charras . . . . .	34
Protestation de la presse libérale contre l'expulsion de Charras . . . . .	36
Interpellations de Van Schoor au Sénat, de Verhaegen à la Chambre. Explications du ministre Faider . . . . .	37
Interdiction des conférences de trois proscrits français. . . . .	38
Les réceptions d'Alexandre Dumas père . . . . .	39
Edgar Quinet . . . . .	39
Activité des proscrits. Leur influence sur la jeunesse des écoles . . . . .	41
Découverte d'un complot contre la vie de Napoléon III . . . . .	43
Arrestation des Jacquin . . . . .	43
Ils sollicitent leur mise en liberté. Décisions contradictoires des Cours d'appel de Liège, de Gand, de Bruxelles et de la Cour de cassation. . . . .	43
Demande d'extradition. Avis négatif de la Cour d'appel de Bruxelles . . . . .	45
Interpellation Verhaegen. Le ministre Vilain XIII annonce le retrait de la demande d'extradition et la mise en liberté des Jacquin . . . . .	46
Présentation d'un projet de loi assimilant l'assassinat d'un souverain aux crimes de droit commun. . . . .	46
Vifs débats à la Chambre. L'opposition libérale accuse le ministre de complaisance et tente d'amender la loi. Discours virulent de Frère-Orban. La loi est votée sans modification. . . . .	47

## V

LE CONGRÈS DE PARIS. — MENACES A L'ADRESSE DE LA BELGIQUE.  
LE *Jamais* DE VILAIN XIII. — RÉACTION DU SENTIMENT NATIONAL.

Le Congrès et la Paix de Paris. . . . .	52
Plaintes du comte Walewski contre la presse belge. Le protocole du 8 avril 1856. . . . .	53
Interpellation Orts. L'énergique <i>Jamais</i> du ministre Vilain XIII. L'effet produit en Belgique et à l'étranger . . . . .	55
La note du <i>Moniteur belge</i> du 10 mai . . . . .	59

	Pages
Discussion sur le protocole du 8 avril à la Chambre des Communes et au Parlement sarde . . . . .	60
Réaction du sentiment national belge. Imposantes manifestations patriotiques aux fêtes de juillet 1856 . . . . .	61

## CHAPITRE II

**1857-1865**

Caractère général de cette période. Le cabinet libéral de 1857.	63
---	----

### I

#### L'ATTENTAT ORSINI. — PROCÈS DE PRESSE. — LA LOI TESCH.

Émotion provoquée par le crime d'Orsini. . . . .	66
Langage violent de la petite presse avancée . . . . .	66
Condamnation du <i>Crocodile</i> et du <i>Proletaire</i> . . . . .	67
La loi Tesch, modifiant la loi Faider, autorise la poursuite d'office pour offenses aux souverains étrangers . . . . .	67

### II

#### LES FORTIFICATIONS D'ANVERS.

Rétroactes de la question . . . . .	69
Inquiétudes du gouvernement français et explications du gouvernement belge . . . . .	70
Le plan de la petite enceinte. Son rejet par la Chambre . . . . .	72
L'opinion de la presse étrangère . . . . .	74
La situation menaçante de l'Europe . . . . .	74
La paix de Villafranca . . . . .	76
Présentation du projet de la grande enceinte. Menaces des journaux français. Attaques de la presse cléricale belge contre l'Angleterre. Discussion et vote de la loi, brillamment défendue par le général Chazal . . . . .	77
Conséquences politiques. . . . .	83

## III

1860. — LES TENDANCES ANNEXIONNISTES EN FRANCE ET LA THÈSE DES FRONTIÈRES NATURELLES. — L'ABOLITION DES OCTROIS. — LES OUTRAGES DE LA PRESSE FRANÇAISE. — LE MOUVEMENT DE PROTESTATION EN BELGIQUE ET LES FÊTES NATIONALES DE JUILLET.

	Pages
Importance de l'année 1860. . . . .	85
Inquiétudes causées par l'annexion de Nice et de la Savoie . .	85
La dépêche Thouvenel . . . . .	86
Les tendances annexionnistes et la thèse des frontières naturelles, propagées par les brochures et les journaux . . . . .	88
Désaveu du <i>Moniteur universel</i> . . . . .	90
Réponses de Trassenster et de Louis Defré . . . . .	91
L'abolition des octrois et la pétition des fabricants de sucre . .	92
Article insultant du journal <i>l'Espérance</i> . . . . .	94
Soulèvement du patriotisme belge. Manifestations des conseils provinciaux et du Parlement. . . . .	97
Grandiose démonstration du 21 juillet 1860 . . . . .	98
Rapprochement hollando-belge. . . . .	99
Impression favorable à l'étranger . . . . .	100

## IV

LE TRAITÉ DE COMMERCE AVEC LA FRANCE (1861).  
L'AFFRANCHISSEMENT DE L'ESCAUT (1863).

Évolution de Napoléon III vers le libre-échange . . . . .	101
Négociations commerciales franco-belges. Le traité de commerce de 1861. Ses féconds résultats . . . . .	102
L'affranchissement de l'Escaut . . . . .	104

## V

LA POLITIQUE DE BISMARCK. — CRAINTES D'UNE ENTENTE FRANCO-PRUSSIENNE. — CAMPAGNE INTÉRIEURE CONTRE LE CABINET LIBÉRAL. — LA MORT DE LÉOPOLD I<sup>er</sup>.

Arrivée de Bismarck au pouvoir . . . . .	107
La question des duchés danois. . . . .	108
Les pourparlers entre Bismarck et Napoléon III . . . . .	109
Reprise, en France, du thème des frontières naturelles . . . . .	110

L'article de Proudhon . . . . .	110
Le livre de Lavalée : <i>Les frontières de la France</i> . . . . .	111
Les articles d'Adolphe Dechamps. — La réponse attribuée à Brialmont . . . . .	112
La mort de Léopold I <sup>er</sup> . Le deuil national. L'avènement de Léopold II . . . . .	114

---

### CHAPITRE III

1866

#### LE TRAFIC DE LA BELGIQUE. — LE TRAITÉ BENEDETTI.

La guerre austro-prussienne . . . . .	117
Les espérances et les déceptions de Napoléon III . . . . .	117
La politique des compensations . . . . .	119
Le traité Benedetti . . . . .	120
Entretien de Napoléon III et de Frère-Orban . . . . .	121
Le communiqué au <i>Journal de Liège</i> . . . . .	123
La circulaire La Valette, . . . . .	125
Nouvelles attaques de la presse bonapartiste, . . . . .	125
Polémique violente de la presse cléricale belge . . . . .	127
Les voyages du Roi et de la Reine et les démonstrations patriotiques . . . . .	127
Les craintes à Bruxelles d'une entente franco-prussienne . . . . .	128
L'abandon du projet Benedetti, . . . . .	131

---

### CHAPITRE IV

1867

#### L'AFFAIRE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Situation spéciale du Grand-Duché . . . . .	133
Modification résultant de la guerre de 1866 . . . . .	134
Projets annexionnistes de Napoléon III . . . . .	135
Opposition de l'opinion publique prussienne, . . . . .	135
Préoccupations du gouvernement belge . . . . .	135
Le débat sur la politique extérieure au Corps législatif, . . . . .	137
L'article du <i>Pays</i> sur l'annexion de la Belgique. Désaveu du <i>Moniteur universel</i> . . . . .	138

	Pages
La proposition de M. de Beust : le Grand-Duché à la Belgique, contre une portion du territoire belge à la France . . . . .	139
Refus de la Belgique. . . . .	140
Rogier essaye d'obtenir le retour du Grand-Duché à la Belgique. La mission de Banning. Le rôle de Frère-Orban. La décision du gouvernement belge . . . . .	141
La Conférence de Londres proclame la neutralité du Grand-Duché . . . . .	148

## CHAPITRE V

1868-1869

## L'AFFAIRE DES CHEMINS DE FER.

L'apparente accalmie . . . . .	151
L'échec de la politique française. Désir de revanche par un changement de tactique . . . . .	151
L'incident franco-belge. Pourquoi il est peu connu . . . . .	151

## I

## LES CHEMINS DE FER DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Mainmise de la Compagnie française de l'Est sur les chemins de fer du Grand-Duché par la convention du 21 janvier 1868 . . . . .	154
Interpellation à la Chambre luxembourgeoise . . . . .	157
Le gouvernement français accorde la garantie de l'État . . . . .	158
Le gouvernement grand-ducal se résigne aux faits accomplis. . . . .	159

## II

## LE PROJET DE CÉSSION DES CHEMINS DE FER LIÉGEOIS-LIMBOURGEOIS ET DE LA GRANDE COMPAGNIE DU LUXEMBOURG A LA COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'EST. — LA LOI DU 23 FÉVRIER 1869.

Situation des compagnies belges exploitant les chemins de fer de la partie orientale : le Grand-Luxembourg et le Liégeois-Limbourgeois . . . . .	160
Les ouvertures de M. de Hirsch à l'Est français . . . . .	162
Ses démarches auprès de l'État belge. Leur échec . . . . .	162

	Pages
Le gouvernement belge repousse la demande de la Compagnie du Liégeois-Limbourgeois de se substituer l'Est français . . .	163
Il découvre le secret des négociations entre les deux compagnies.	164
Exposé des préliminaires de l'affaire du Grand-Luxembourg . .	164
Comment le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris, arrive à connaître les négociations entre l'Est français et le Grand-Luxembourg et soupçonne l'intervention du gouvernement français . . . . .	170
Entrevue entre M. Jamar, ministre des travaux publics, et M. Tesch, administrateur de la Compagnie du Grand-Luxembourg . . . . .	172
Motion de M. Van Overloop à la Chambre belge et réponse catégorique de M. Jamar . . . . .	172
Le baron Beyens confirme l'intervention du gouvernement français . . . . .	173
Il reçoit mission de faire connaître à la Compagnie de l'Est l'opposition du gouvernement belge à toute cession . . . .	175
Malgré cela, les traités de cession sont signés, sous la pression du gouvernement français. . . . .	176
Gravité de la situation . . . . .	178
Moyens de résistance du gouvernement belge . . . . .	179
Résolution du conseil des ministres . . . . .	180
Projet de loi immédiatement arrêté et déposé . . . . .	181
Rapport de M. Orts . . . . .	186
Discussion à la Chambre. Discours de Frère-Orban. Adoption de la loi . . . . .	187
Le Roi félicite Frère-Orban. . . . .	191
Vive émotion en France. Attaques violentes de la presse . . .	191
Discussion au Sénat. Discours de Malou et de Frère-Orban. Vote de la loi . . . . .	196

## III

## LA SITUATION AU MOMENT OÙ S'OUVRE LA PHASE DIPLOMATIQUE.

Forte position prise par la Belgique . . . . .	200
Le vrai but de la combinaison de l'Est . . . . .	201
Les motifs économiques de la décision du gouvernement belge. . . . .	203
Les raisons politiques . . . . .	205
Justification, par les circonstances antérieures et ultérieures, de l'attitude de la Belgique . . . . .	206
M. de La Guéronnière est nommé ministre de France à Bruxelles.	209
Lettre caractéristique de Napoléon III au maréchal Niel . . .	212



## IV

LA PHASE DIPLOMATIQUE. — LE PLAN DE FRÈRE-ORBAN.  
LE PROTOCOLE DU 23 MARS.

	Pages
Représentations de M. de La Valette au baron Beyens . . .	214
Nouvelles inquiétantes transmises par le ministre de Belgique : le gouvernement impérial escompte le retrait de la loi . . .	215
Démarche de M. de La Guéronnière, portant la question sur le terrain purement économique . . . . .	217
Le plan de Frère-Orban. . . . .	217
Son entrevue avec le ministre de France. . . . .	219
Propositions du gouvernement belge; contre-proposition fran- çaise. . . . .	224
L'attitude de l'Angleterre . . . . .	227
Accord entre les cabinets de Bruxelles et de Paris sur l'institution d'une commission mixte . . . . .	229
Frère-Orban va poursuivre lui-même la négociation à Paris . .	230

## V

## LA MISSION DE FRÈRE-ORBAN A PARIS.

Les intentions et les espérances du gouvernement français. . .	232
La volonté du gouvernement belge, approuvée par l'Angleterre .	233
L'importance européenne de la question . . . . .	235
La note Drouyn de Lhuys . . . . .	235
Les dispositions belliqueuses à Paris au moment de l'arrivée de Frère-Orban . . . . .	237
Premières démarches. Relations inexactes publiées à ce sujet. Réception de Frère-Orban par l'Empereur . . . . .	238
Conversation avec Rouher . . . . .	241
Symptômes favorables, relevés dans une lettre de Van Praet. .	244
Discussion sur le fond de l'affaire, entre Frère-Orban, de La Valette, Rouher et Gressier . . . . .	246
Impressions optimistes à Bruxelles . . . . .	249
Note remise par Frère-Orban à Gressier . . . . .	250
Discussion à ce sujet entre Frère-Orban et Gressier . . . . .	252
Interprétations de la presse française. . . . .	256
Examen de la note belge par le conseil des ministres, et débat décisif entre Frère-Orban, de La Valette, Rouher et Gressier. Le gouvernement français dévoile sa pensée : le maintien des conventions. . . . .	256

	Pages
La discussion continue : Frère-Orban ne cède pas, non plus que ses adversaires . . . . .	260
L'opinion à Bruxelles . . . . .	263
Nouvelle combinaison française, repoussée par Frère-Orban. . . . .	264
La rupture semble consommée. . . . .	269
Frère-Orban obtient une audience de l'Empereur. Une nouvelle étude de la question est décidée . . . . .	270
Les causes du revirement impérial. L'attitude de l'Angleterre . . . . .	275
Proposition La Valette : adoption d'un protocole . . . . .	278
Elle est discutée le 25 avril et les jours suivants. Son adoption . . . . .	279
Texte du protocole . . . . .	284
Victoire de Frère-Orban . . . . .	286
Satisfaction de la presse anglaise et allemande . . . . .	287
Réserve voulue de la presse belge . . . . .	288
Jugement de Frère-Orban sur la solution. . . . .	288
Félicitations de Van Praet . . . . .	289
Importance du succès obtenu . . . . .	290
Entretien de Frère-Orban avec le prince Napoléon. . . . .	291
Conversation avec de La Valette sur les rapports de la Belgique et de la France. . . . .	294
La moralité de l'incident franco-belge tirée par Frère-Orban. . . . .	297
Le témoignage de Lord Clarendon . . . . .	298
L'affaire franco-belge met en relief la personnalité de l'homme d'Etat. Le rôle de Frère-Orban à Paris. Ses succès politiques et mondains. Appréciation générale . . . . .	301

## VI

## LA SOLUTION DU CONFLIT.

Nécessité d'une prompt solution de la question technique. . . . .	306
Nomination de la commission franco-belge . . . . .	307
Prétentions des délégués français, repoussées par les commissaires belges . . . . .	307
Bruits de rupture. On craint l'irritation de Napoléon III, causée par les élections législatives et les attaques de la presse belge. . . . .	308
Conseils de Lord Clarendon au cabinet belge. Réponse de Frère-Orban . . . . .	310
Le danger est écarté. La commission arrête les bases de l'accord, conforme au plan originaire de Frère-Orban (9 juillet 1869) . . . . .	313
Procès-verbal de clôture des travaux de la commission . . . . .	314
Discussion de l'affaire à la Chambre belge. Critiques isolées de Dumortier. Réponse de Frère-Orban . . . . .	316
Hommage ultérieur de Thonissen à Frère-Orban . . . . .	318

## CHAPITRE VI

LES PROJETS D'UNION DOUANIÈRE AVEC LA FRANCE  
ET AVEC LA HOLLANDE.

## I

## Pages

Coup d'œil général sur la question. . . . .	319
Bruits de pourparlers entre la France et la Belgique pendant l'année 1868. . . . .	320
Émotion qu'ils produisent en Allemagne et en Angleterre. Interpellation à la Chambre des Communes. . . . .	321
A la demande du Roi, <i>l'Écho du Parlement</i> et le <i>Journal de Bruxelles</i> montrent l'impossibilité de l'union douanière. . . . .	322

## II

Les rétroactes de la question. Démarche du cabinet Rogier de 1833 auprès du gouvernement français. . . . .	324
Les négociations aboutissent à un système de compensation . . . . .	324
Propositions successives d'une union douanière par le cabinet de Paris. Elles sont déclinées par le gouvernement belge . . . . .	325
Opposition des mobiles français et belges. . . . .	325
Nouvelles négociations en 1841. Projet belge d'une union douanière complète, mais sans admission de douaniers français. Refus de la France. . . . .	326
Élévation des droits français sur les fils et tissus de lin étrangers. Conséquences graves pour l'industrie belge. Convention du 16 juillet 1842, conservant à la Belgique les anciens tarifs . . . . .	327
Nouveau projet français. . . . .	327
Représentations de l'Angleterre et dispositions hostiles de la Prusse . . . . .	328
Réponse de Guizot . . . . .	328
Sentiments défavorables de l'Autriche exprimés par Metternich . . . . .	329
Abandon nécessaire de l'idée de l'union douanière . . . . .	330
Convention franco-belge de 1845. Discussion à la Chambre des représentants. Discours de Lebeau et de De Theux . . . . .	330
But politique de la France . . . . .	332
Nouvelle tentative en 1850, lancée par la presse. . . . .	333
Désaveu du <i>Moniteur universel</i> . . . . .	334

## III

	Pages
Balisaux, dans une lettre du 3 avril 1869, préconise la fusion commerciale à la chambre de commerce de Charleroi . . . . .	335
Démarches de Frère-Orban auprès des industriels du Hainaut. La chambre de commerce de Charleroi se prononce contre l'union douanière . . . . .	337

## IV

Le comte de Beust reprend l'idée . . . . .	338
Réponse défavorable du gouvernement belge . . . . .	339

## V

Projet de Frère-Orban de réaliser une entente douanière hollando-belge. . . . .	341
Sérieux motifs d'accord . . . . .	341
Entretiens entre Frère-Orban et le ministre des finances hollandais Van Bosse. Bases arrêtées pour la discussion . . . . .	342
La chute du cabinet libéral, en 1870, arrête les pourparlers . . . . .	344
Mouvement d'opinion en 1875. Discussion à la seconde Chambre hollandaise. Réponse dilatoire du gouvernement . . . . .	344
La question se représente sous le ministère libéral de 1878. Nomination d'une commission belge. Réouverture des pourparlers avec M. Van Bosse. Ils n'aboutissent pas . . . . .	345
En 1883, une entente officieuse s'établit entre les deux gouvernements pour étudier les moyens de réaliser l'union douanière. On en ignore les suites . . . . .	346
Réapparition de la question en 1906 . . . . .	346
Conclusion. . . . .	347